

Cuando Fraga daba miedo

Eran los tiempos en los que Fraga daba miedo. Hablo de los primeros años de la Transición [...]. Cuando le entrevisté por primera vez, en junio de 1978, todavía se comentaban sus célebres frases (como lo de “la calle es mía”) y sus arrebatos: por ejemplo, que en un mitin en Lugo, pocos meses antes, se había lanzado en persecución de 400 reventadores al grito de “¡a por ellos!”. O que, siendo ministro, había arrancado un teléfono de la pared porque no dejaba de sonar. O lo peor para mí entonces: que, pocos días antes de nuestra cita, había echado a empellones a un periodista porque no le gustaron sus preguntas. Como es natural, todos estos datos me hicieron acudir a la entrevista bastante amedrentada.

Por eso, por el puro miedo, me preparé muy bien el comienzo de la charla, intentando encontrar algún truco que me permitiera desmontar esa bomba de relojería que el político gallego parecía llevar dentro de su amplísima frente. Y así, empecé diciendo que me habían contado dos cosas contradictorias sobre él (“todo hombre es contradictorio”, tronó Fraga cargado de razón).

Rosa Montero 15 ENE 2012 - 23:13 CET

THEME SUIVI

La ruine économique du Venezuela

Dans son rapport sur les prévisions mondiales diffusé le 6 octobre, le FMI ne laisse guère d'espoir d'un retournement rapide. En 2015, le produit intérieur brut vénézuélien devrait s'effondrer de 10 % cette année, et de 6 % en 2016. La contraction avait déjà été de 4 % l'an dernier...

Principal sujet d'angoisse des vénézuéliens, la valse des étiquettes. Elle est telle que la Banque centrale ne publie plus le chiffre de l'inflation depuis le début de l'année. Banques, multinationales et autres opérateurs économiques, qui élaborent leurs propres indices, situent tous le taux d'inflation au-delà de 150 % en glissement annuel. (...)

Les produits régulés, eux, restent stables. Mais le sucre, la farine ou l'huile disparaissent à peine mis en rayon. Petits revendeurs, grands contrebandiers et autres « bachaqueros » («trafiquants») les détournent rapidement sur le marché noir local ou vers la voisine Colombie.

(...) Annoncée par Caracas le 20 août, la fermeture de la frontière avec la Colombie semble peu efficace pour mettre fin au gigantesque trafic qui s'est développé. Simples particuliers et grandes mafias tirent profit du différentiel de prix entre les deux pays. Il atteint 4 000 % pour l'essence. (...) Sur place, les autorités – douaniers, policiers et militaires – y trouvent leur compte des deux côtés de la frontière.

La contrebande fait exploser le marché parallèle de devises. Le 1er octobre, le dollar au noir a passé la barre des 800 bolivars. Dix mois plus tôt, il s'échangeait à moins de 200 bolivars. Le salaire minimum est de 7 421 bolivars, soit plus de 1 100 dollars au taux officiel et moins de 10 au taux parallèle. (...)

Le président Nicolas Maduro continue d'attribuer les difficultés du pays à la « brutale guerre économique » que lui livrerait le secteur privé. Son gouvernement se dit victime d'un «coup d'Etat en douceur ». Mais, à en croire les sondages, les deux tiers des électeurs ne croient pas à ce discours officiel. Pour l'opposition, ce sont les contrôles des prix et des changes, mis en place par Hugo Chavez, qui sont la cause de la ruine du secteur productif et des distorsions du marché.

Alors que la chute des prix du pétrole complique encore la tâche du président Maduro, celui-ci semble choisir l'immobilisme et la planche à billets.